



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**Mission locale
Dracénie Verdon
Bagnols Pays de
Fayence**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 10/6/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, dans le cadre de son soutien aux politiques publiques de l'emploi, participe au financement des missions locales de son territoire, dont la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence.

La mission locale met en œuvre une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 ans révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale. Elle permet dans une logique de proximité :

- l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle,
- la prise en compte des problématiques périphériques freinant l'accès à l'emploi des jeunes,
- la veille et l'observation de la situation des jeunes,
- l'animation territoriale, le développement local, la conduite ou la participation à des projets locaux répondant aux spécificités des territoires.

La mission locale constitue aujourd'hui, en tant que pivot de l'accompagnement des jeunes, un réseau placé au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes. Elle s'appuie sur les dispositifs mis en place par l'État, les Conseils régionaux et généraux, les communes et les intercommunalités, chacun dans son champ de compétences défini par la loi.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a intégré trois nouvelles communes depuis le 1er janvier 2014 : Salernes, qui dépend déjà de la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence, Saint-Antonin et Sillans-la-Cascade, qui dépendaient de la Mission Locale Ouest Haut Var, mais qui ont intégré la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence à compter de début 2014, par souci de cohérence territoriale et de simplification de l'intervention des acteurs de l'emploi. L'élargissement du périmètre de la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence, pour ce qui concerne les communes de la Communauté d'Agglomération Dracénoise impacte donc le montant de la subvention versée par l'Agglomération à la Mission Locale concernée.

Ainsi, il est proposé d'attribuer à la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence une subvention d'un montant de 176 593 € pour 2014.

Cette subvention étant supérieure à 23 000€, il est nécessaire de procéder à la signature d'une convention d'objectifs ci-annexée précisant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifié par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 (article 6), applicable depuis le 1^{er} janvier 2006.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence, ainsi que tout document y afférent,
- approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Mission Locale Dracénie Verdon Bagnols Pays de Fayence d'un montant de 176 593 € au titre de l'année 2014.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 19 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ledite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.